

Afrique du Sud/Politique Zuma s'accroche

AFP

Johannesburg/Afrique du Sud

Il est vrai que l'ANC a du mal à surmonter ses divisions. Conséquence : la crise politique s'éternise.

L'AFRIQUE du Sud était suspendue hier à l'issue de tractations au sommet pour obtenir le départ anticipé du président Jacob Zuma, exigé par la direction de son parti qui a annulé ses engagements publics pour accélérer la fin de la crise.

La liste des scandales autour de M. Zuma, au pouvoir depuis 2009, ne cesse de s'allonger, discréditant son parti, le Congrès national africain (ANC), à l'approche des élections générales de 2019.

Pour enrayer la chute de popularité du parti, son tout nouveau chef Cyril Ramaphosa, élu en décembre, tente d'obtenir au plus vite le départ de l'encombrant chef de l'Etat.

Une tâche difficile, compte tenu des divisions au sein de l'ANC et de la ténacité de Jacob Zuma. Réputé insubmersible, le président a jusqu'à présent toujours su habilement manœuvrer pour se maintenir au pouvoir malgré ses déboires judiciaires, ses piètres résultats économiques et un taux de chômage record (27,7%).

Dimanche dernier, les six plus hauts responsables de l'ANC - le Top Six - l'ont prié de démissionner. Il a



Photo : AFP

A l'issue d'un week-end crucial, le président Jacob Zuma pourrait quitter la lumière pour l'ombre.

refusé, déclenchant une crise qui a bouleversé le calendrier politique.

Pour tenter d'en sortir, MM. Zuma et Ramaphosa ont entamé mardi des discussions directes et constructives sur la "transition". Leur issue est "imminente", a assuré jeudi l'ANC.

Hier, le Top Six a annulé tous ses engagements publics prévus dans la journée dans le cadre du centenaire de la naissance de la figure historique de l'ANC, Nelson Mandela. Cette décision de dernière minute a été prise "en raison d'autres engagements nécessitant leur présence", a expliqué le parti sans plus de détails, laissant penser que le Top Six se concentrait sur la crise qui paralyse le pays.

Plus tôt cette semaine, le discours annuel du prési-

dent devant le Parlement, temps fort de la vie politique sud-africaine, avait été reporté pour la première fois de l'histoire à une date ultérieure.

"REGLER LES DERNIERS DETAILS" • M. Zuma était attendu hier après-midi à Pretoria, la capitale politique, après une série de réunions au Cap, siège du Parlement, a indiqué le groupe audiovisuel public SABC.

Il se battra jusqu'au bout, a prévenu l'une de ses quatre épouses, la discrète Thobeka Madiba-Zuma, en lui apportant un soutien très remarqué sur son compte Instagram.

"Umsholoji (nom de clan de Zuma) n'a pas rejoint l'ANC en 1991, (...) il n'a pas zappé de la lutte (contre l'apartheid) à l'accumulation de richesses", a-t-elle lancé en visant le chef de l'ANC, ex-

syndicaliste reconverti en riche homme d'affaires.

M. Zuma "a quitté jeune sa maison pour combattre l'apartheid. (...) il terminera ce qu'il a commencé", a assuré Thobeka Madiba-Zuma, dans une note en forme de déclaration d'amour. "J'ai le béguin pour toi tous les jours", a-t-elle déclaré.

Selon le journal The New Age, appartenant à la sulfureuse famille Gupta, très proche du président, M. Zuma "doit rencontrer ce week-end sa famille à Pretoria pour discuter de son départ".

"On s'attend à ce qu'il donne sa démission au plus tôt lundi", a ajouté une source anonyme citée par le quotidien. "Entre-temps, il continuera à discuter avec le président (de l'ANC) Ramaphosa pour régler les

derniers détails".

Les négociations achoppent sur les termes du départ de M. Zuma, selon des sources concordantes. Le président tente coûte que coûte de garantir son immunité, mais aussi celle de membres de sa famille impliqués dans plusieurs dossiers judiciaires.

Il aurait également demandé que ses frais judiciaires soient pris en compte par l'Etat, selon les médias locaux. Une exigence "ridicule", s'est immédiatement indigné le parti d'opposition UDP (Mouvement démocratique uni).

Si M. Zuma démissionne, il sera remplacé par M. Ramaphosa, vice-président de l'Afrique du Sud en exercice, pour un intérim de trente jours maximum, le temps pour le Parlement d'élire un nouveau chef de l'Etat. Sauf nouveau coup de théâtre, M. Ramaphosa est assuré d'être élu.

L'ANC, au pouvoir depuis la fin officielle du régime d'apartheid en 1994, doit agir au plus vite. Le parti "se retrouve au pied du mur, il doit donc prendre une décision claire", a estimé M. Mathekgwa.

La présentation du budget est prévue le 21 février. Et le 22, le Parlement doit débattre d'une motion de défiance, la neuvième déposée contre M. Zuma depuis son arrivée au pouvoir. La dernière, en août, avait échoué à 24 voix près.

L'Afrique en bref

• **Cameroun/Troubles.** L'armée réfute les accusations d'exactions en zone anglophone

L'armée camerounaise s'est défendue hier des accusations d'exactions lors d'opérations contre les séparatistes des régions anglophones alors que l'Union européenne a réclamé un usage proportionné de la force et que des témoignages à charge se multiplient dans la presse et sur les réseaux sociaux.

• **Egypte/Armée. Opération "antiterroriste" dans le Sinaï**

L'armée égyptienne a lancé hier une vaste opération "antiterroriste" dans plusieurs régions du pays, dont la péninsule du Sinaï où la branche locale du groupe Etat islamique (EI) mène régulièrement des attaques meurtrières.

• **Liberia/Gouvernement. Un nouveau ministre de la Justice**

Le nouveau président du Liberia George Weah a désigné un nouveau ministre de la Justice après que des médias ont rapporté que celui qu'il avait initialement choisi, Charles Gibson, s'était vu retirer sa licence d'avocat pour avoir détourné l'argent d'un client.

A travers le monde

• **Allemagne/Politique.** Schulz renonce à être le chef de la diplomatie



Photo : AFP

Le chef du parti social-démocrate allemand Martin Schulz a annoncé hier renoncer à devenir ministre des Affaires étrangères dans le prochain gouvernement d'Angela Merkel, dernier épisode en date de l'imbricatio politique en Allemagne.

• **Italie/Nationalisme.** La mise en garde du président

Le président de la République italienne Sergio Mattarella a mis en garde hier contre "les risques très graves du nationalisme extrême" à l'occasion du Jour du Souvenir qui commémore les massacres perpétrés entre 1943 et 1945 à la frontière entre l'Italie, la Slovaquie et la Croatie.

• **Syrie/Conflit.** L'appel de Macron à Poutine

Le président français Emmanuel Macron a demandé hier à son homologue russe Vladimir Poutine de "tout faire pour que le régime syrien mette un terme à la dégradation insoutenable de la situation humanitaire" et exprimé sa "préoccupation" face à "l'emploi possible de chlore" contre les civils.

RDCongo/Contre le maintien de Kabila au pouvoir

" La marche des chrétiens ne s'arrêtera pas "

AFP

Kinshasa/RDCongo

Avertissement de l'Eglise catholique à l'occasion d'une messe à la mémoire des victimes de la marche du 21 janvier.

L'ÉGLISE catholique a souhaité hier la poursuite de la mobilisation contre le maintien au pouvoir du président Joseph Kabila en République démocratique du Congo, lors d'une messe à Kinshasa à la mémoire des victimes de la marche du 21 janvier.

"La marche des chrétiens ne s'arrêtera pas. Nous avons le devoir sacré de continuer le bon combat pour l'émergence d'un Congo nouveau où l'homme qu'il faut sera à la place qu'il faut", a déclaré dans son sermon l'abbé François Luyeye, sous les applaudissements, dans la plus grande église de la capitale, la cathédrale



Photo : AFP

C'est à la mémoire des victimes de cette manifestation anti-Kabila du 21 janvier qu'a été célébrée la messe d'hier.

Notre-Dame. La messe rendait hommage aux victimes de la répression d'une marche organisée le 21 janvier à l'appel d'un collectif proche de l'Eglise catholique, le comité laïc de coordination (CLC). Sept personnes ont été tuées à cette occasion à

Kinshasa, selon les Nations unies et l'épiscopat, deux d'après les autorités.

"Les initiatives du Comité laïc de coordination sont à applaudir, et nous en attendons d'autres", a poursuivi l'abbé lors de la cérémonie, dans un édifice bondé.

"En agissant ainsi, vous démontrez que vous êtes

l'Église (...). N'en déplaise à ceux qui croient que la foi doit être enfermée dans la sacristie", a ajouté l'abbé François Luyeye, connu pour ses prises de positions politiques.

Le président Joseph Kabila avait critiqué l'ingérence de l'Eglise catholique dans les affaires politiques en

RDC lors de sa conférence de presse du 26 janvier : "Rendons à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu. Quand on essaie de mélanger les deux, c'est dangereux. Le résultat est toujours négatif".

Plusieurs diplomates, opposants et activistes ont pris part à cette célébration présidée par l'influent archevêque de Kinshasa, Laurent Monsengwo.

Les effigies de cinq victimes étaient placées devant l'autel, alors que des images vidéo de la répression étaient projetées sur une toile.

Les catholiques demandent au président Kabila, dont le deuxième et dernier mandat s'est achevé en décembre 2016, de déclarer publiquement qu'il ne se représentera pas à la prochaine présidentielle prévue le 23 décembre 2018.